

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 02/06/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - TD 5

Terrain de dépôt n°5
59970 Fresnes-Sur-Escaut

Références : -
Code AIOT : 0007005404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - TD 5 implanté Terrain de dépôt n°5 59970 Fresnes-sur-Escaut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce site relève d'une fréquence annuelle de contrôle, dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - TD 5
- Terrain de dépôt n°5 59970 Fresnes-sur-Escaut
- Code AIOT : 0007005404

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le terrain de dépôt de déchets de sédiments n°5 est exploité par Voies Navigables de France pour accueillir les sédiments issus des opérations de dragage nécessaires à la remise en navigation du canal de Condé-Pommeroeul.

Cette exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 23 octobre 2018 et 1er juillet 2020.

Elle est classée sous les rubriques 2760-2-b "installation de stockage de déchets non dangereux" et 3540 "Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le contrôle n'a pas ciblé la localisation et l'état des piézomètres. L'inspection demande à l'exploitant de préparer et mettre à disposition de l'inspection l'ensemble des éléments relatif à la localisation (plans à jour), à l'entretien, et à la sécurisation des piézomètres, de manière à prévenir tout risque de transferts vers la nappe souterraine provenant de ces ouvrages. Ces points seront vérifiés lors d'un prochain contrôle.

Des traces d'intrusions sont constatées sur le site (clôtures abîmées ou arrachées, présence sporadique de déchets, dégradation ou vol d'équipements...). La sécurisation d'un site isolé, en bord de canal, et d'une superficie conséquente n'est pas toujours aisée, mais l'exploitant peut prendre des mesures, par exemple en accroissant le nombre de visites du site, permettant d'identifier et de faire réparer au plus tôt toute dégradation, notamment des clôtures.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 2.10.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	VLE des eaux de lixiviats avant mélange avec les autres effluents	AP de Mise en Demeure du 06/02/2026, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 34	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.2.1.	Sans objet
4	Eaux pluviales intérieures	AP de Mise en Demeure du 09/02/2026, article 1 et 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le terrain de dépôt n°5 est désormais quasiment plein, avec une capacité résiduelle de stockage de sédiments inférieure à 10% de la capacité initiale. Il devrait être totalement rempli à la fin de l'année 2026.

La caractérisation des sédiments provenant du curage du canal Condé-Pommeroeul est globalement satisfaisante.

Suite au constat d'une capacité de stockage résiduelle réelle supérieure à celle calculée (après passage de drones), l'exploitant a sollicité la possibilité de stocker également des sédiments provenant de l'entretien de la Deûle. Cette demande n'a pas fait l'objet d'une modification du cadre réglementaire.

Environ 29000 m3 de ces sédiments ont été stockés fin 2023 - début 2024.

Il s'avère que les analyses de caractérisation et de conformité ne permettent pas, à ce stade, d'assurer le caractère non-dangereux de ces sédiments.

Il est donc demandé à l'exploitant de présenter, sous 3 mois, des justificatifs attestant de la non-dangérosité de ces sédiments.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.2.1.
Thème(s) : Situation administrative, Portée de l'autorisation
Prescription contrôlée : [...] Casier de dépôt de sédiments d'une surface d'environ 9,5 ha d'une capacité de 350 000 m3 sur un terrain de 11,58 ha
Constats : L'exploitant a présenté un registre d'admission des déchets, avec une dernière entrée en date du 07/06/2024. Il estime qu'environ 314 000 m3 de sédiments ont été déchargés depuis 2021, soit une capacité restante d'environ 26 000 m3. Des relevés par drones (aériens et sous-marins) ont permis d'évaluer une capacité disponible de 27 122 m3. A l'issue d'une campagne de dragage d'entretien, environ 40 000 m3 de sédiments sont collectés. Le TD 5 pourra donc accueillir un peu plus de la moitié des sédiments d'une prochaine campagne, possiblement d'ici fin 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des déchets admissibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets admissibles proviennent exclusivement des travaux du curage de Condé-Pommeroeul. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par porter-à-connaissance du 10 mai 2023, l'exploitant sollicite plusieurs aménagements à son arrêté préfectoral d'autorisation, et notamment la possibilité d'admettre des sédiments non-dangereux non-inertes provenant d'autres opérations de dragage de la région. Il justifie cette demande par le fait qu'il reste plus de volume disponible qu'attendu dans le TD 5 après les opération de curage du canal Condé-Pommoeul, justifié par le cubage relevé par drones. Il sera donc nécessaire d'ajouter d'autres sédiments pour atteindre un niveau permettant la mise en place des couvertures intermédiaires et finales prescrites. Il ne sollicite pas d'autres aménagements sur les conditions d'admission.</p> <p>Ce porter-à-connaissance ne s'est pas traduit, à ce stade, par une mise-à-jour du cadre réglementaire. La prescription initiale reste donc applicable. Des apports de sédiments provenant de dragage ayant eu lieu dans la Deûle sont indiqués dans le registre d'admission des déchets, essentiellement du 16/11 au 21/12/2023 (avec un dernier apport ponctuel le 04/09/2024), pour un total de près de 29 000 m3. L'exploitant a transmis des éléments concernant des analyses ayant eu lieu en 2012 et 2020. Les éléments transmis ne permettent pas de caractériser la (non-) dangerosité des sédiments de manière probante, car il n'y a pas de positionnement au regard des propriétés de danger "HP". La méthode reprise dans le guide BRGM/CEREMA "<i>caractérisation de la dangerosité des sédiments dragués et gérés à terre</i>" (rapport BRGM/RP-67318-FR - aout 2017) n'est pas non plus suivie.</p> <p>En l'état, il n'est pas possible d'assurer que les sédiments provenant de la Deûle étaient effectivement non-dangereux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que, dans l'attente de l'instruction de son dossier de porter-à-connaissance, il est redevable du respect des prescriptions applicables à son site. Tout apport de sédiments ne provenant pas du périmètre autorisé est ainsi à proscrire. Par ailleurs, l'exploitant ne justifie pas que les sédiments collectés lors du dragage de la Deûle et déjà mis en place aient les mêmes caractéristiques que ceux du canal Condé-Pommeroeul.</p> <p>Les analyses visant à caractériser les sédiments provenant de la Deûle sont trop anciennes et</p>

incomplètes, car ne se positionnant pas sur les différentes propriétés de danger "HP".
Il est demandé à l'exploitant de justifier que les sédiments provenant de la Deûle ne sont pas considérés comme dangereux, soit :

- en produisant des résultats d'analyses précédant de moins d'un an le stockage des sédiments et permettant d'assurer que ces déchets ne sont pas considérés comme dangereux au regard des différentes propriétés de danger "HP1 à HP15" ;
- d'établir une procédure alternative permettant de justifier de la non-dangereusité. Elle pourra porter sur les sédiments in situ, avec délimitation extensive de la localisation (en surface et en profondeur), un plan de carottage, et l'analyse de ces sédiments.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 2.10.1.

Thème(s) : Situation administrative, Gestion de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

[...]

les plans tenus à jour,

[...]

les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation, les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Constats :

Les plans disponibles ne font pas figurer les nouvelles rampes de déchargement, ni les buses associées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra à jour le plan du site en faisant figurer les nouveaux aménagements (rampes et drains/buses notamment), et vérifiera que les piézomètres y soient correctement localisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Eaux pluviales intérieures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2026, article 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : Article 1 : L'établissement VOIES NAVIGABLES DE FRANCE, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège est situé 175 rue Ludovic BOUTLEUX 62400 BETHUNE est mis en demeure, pour son installation de stockage de déchets de sédiments (TD n°5) située sur le territoire des communes de FRESNES-SUR-ESCAUT, de respecter les dispositions de l'article 1.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Article 2 : L'exploitant est mis en demeure, pour son installation de stockage de déchets de sédiments (TD n°5) située sur le territoire de la commune de FRESNES-SUR-ESCAUT, de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 janvier 2013 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 1er juillet 2020 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'arrêté de mise en demeure susvisé a été pris le 06/02/2026, alors que la visite avait été réalisée, mais que le présent rapport était encore en cours de rédaction. Ce point de la mise en demeure porte sur les articles 1.3.5.1 et 4.3.7.3 (modifié) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 janvier 2013, et concerne la mise en place de rampes ayant localement entraîné une discontinuité du réseau de fossés périphériques / noues d'infiltration. Ces fossés ont pour principales fonctions de : <ul style="list-style-type: none">• collecter les eaux de ruissellement des talus ;• empêcher que les eaux de ruissellement extérieures impactent ces talus. La visite a permis de constater que l'exploitant a récemment entretenu les noues en pied de talus et installé des buses au niveau des rampes afin de maintenir une continuité hydrique. Ces points de l'arrêté de mise en demeure sont donc considérés respectés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : VLE des eaux de lixiviats avant mélange avec les autres effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/02/2026, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure [...] de respecter les dispositions de l'article 4.3.15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 janvier 2013 dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté
Constats :

L'arrêté de mise en demeure susvisé a été pris le 06/02/2026, alors que la visite avait été réalisée, mais que le présent rapport était encore en cours de rédaction.

Ce point de la mise en demeure porte sur l'article 4.3.15., et le respect des valeurs limites en concentration des lixiviats, après traitement.

Pour rappel, le bassin de décantation peut être alimenté de deux manières :

- en point bas, par un système de drains, récupérant les eaux de ressuyage ;
- en point haut, par une écluette. La mise en place de batardeaux permet d'adapter la hauteur de la collecte. Si le niveau d'eau le permet, les eaux récupérées sont un mélange d'eau de décantation des sédiments et d'eau pluviale.

Ces deux réseaux se rejoignent, avant d'être dirigées vers un bassin de décantation. Une vanne "amont" permet d'isoler le casier de stockage du bassin.

Les eaux font l'objet d'une décantation dans le bassin, avant passage vers un canal venturi muni d'une vanne "aval" et d'un point de prélèvement "P1".

Ces effluents sont ensuite acheminés vers un point de convergence avec les eaux pluviales collectées par les noues, en cas de volume supérieur à la capacité d'infiltration. Un point de prélèvement "R1" y est mis en place.

Le TD5 est rempli à plus de 90% de sa capacité maximale. Les apports d'eau via les sédiments en ressuyage sont ainsi de plus en plus limités.

Par ailleurs, les sédiments déjà mis en place, au vu de leurs caractéristiques physiques, forment une couche épaisse et très peu perméable. Il est donc attendu que les rejets en points bas soient désormais très faibles.

A la suite de dépassements récurrents (azote et MES essentiellement), et vu que les principaux effluents sont désormais constitués par les eaux en surface du casier, l'exploitant a proposé une modalité de traitement alternative.

Il a dans un premier temps fermé les vannes "amont" et "aval". Il n'y a donc plus de rejet du casier vers le bassin de décantation, ni de rejet canalisé vers le milieu extérieur (la capacité d'infiltration des noues étant suffisante pour la gestion des eaux pluviales non polluées).

Ensuite, il souhaite pouvoir gérer les eaux en surface du casier, en fonction des équilibres pluviométrie/évaporation. L'exploitant précise qu'à ce stade, les volumes d'eau présents sur le sites semblent assez peu évoluer.

Avant toute campagne de rejet, des analyses de conformité aux VLE auraient lieu.

Si les effluents étaient trop chargés, il seraient traités par une station d'épuration mobile, avec recirculation dans le casier, et nouvelles analyses.

Une fois qu'une campagne d'analyse attesterait de la qualité suffisante des eaux, elles seraient rejetées au milieu extérieur.

Il n'y a pas eu de rejets à ce stade depuis ce confinement des eaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées prend acte de cette nouvelle modalité de traitement des eaux du casier de stockage de sédiments.

L'exploitant peut maintenir l'isolement du casier tant que cela ne remet pas en question le ressuyage des sédiments, et que les procédures permettant d'éviter tout risque de débordement du casier sont respectées.

En l'absence de rejets, il n'est pas possible de statuer sur le respect de ce point de l'arrêté de mise en demeure du 6 février 2026.

L'inspection considère donc que **le délai associé est suspendu**, dans l'attente qu'une analyse des effluents rejetés soit faite.

Il est demandé à l'exploitant d'avertir l'inspection des installations classées dès qu'un rejet est envisagé, en précisant la date prévue.

Le prélèvement et les analyses devront être réalisées selon les normes en vigueur.

L'exploitant transmettra rapidement à l'inspection les résultats d'analyse réalisées par un laboratoire agréé, accompagné de ses commentaires en vue de justifier le respect de la qualité des lixiviats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 34

Thème(s) : Autre, Couverture intermédiaire

Prescription contrôlée :

Tout casier est muni dès la fin de sa période d'exploitation d'une couverture intermédiaire dont l'objectif est la limitation des infiltrations d'eaux pluviales et la limitation des émissions gazeuses. Cette couverture est constituée d'une couverture minérale d'épaisseur de 0,5 mètre constituée de matériaux inertes d'une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s. Cette couverture peut être constituée de sédiments inertes, sous réserve qu'ils présentent les mêmes caractéristiques techniques des matériaux qu'ils remplacent.

Constats :

Au vu des relevés de l'exploitant, une partie des sédiments dragués au cours de la campagne 2026 pourra être dirigée vers le TD 5.

A la fin de cette campagne, le TD 5 devrait être rempli, et donc passer en période de ressuyage des derniers sédiments apportés, avant les phases de couvertures intermédiaires et finales.

La période de ressuyage devra être aussi limitée que techniquement nécessaire pour permettre le nivellement par engins et la mise en place desdites couches.

Au cours de l'inspection, il a été constaté qu'une portion importante du TD s'était spontanément végétalisée, (roselières, saulaies...). Ce milieu paraît propice à évoluer en zone humide, avec les enjeux écologiques associés.

Les principales dispositions en lien avec l'entretien de l'installation vise à éviter les nuisances

potentiellement liées aux dépôts de déchets non-inertes (esthétique, odeurs, présence de faune opportuniste indésirable...).

La situation actuelle n'apparaît pas susceptible d'entraîner de telles nuisances, mais risque toutefois d'entraver la remise en état telle qu'actuellement prescrite, à deux titres :

- le système racinaire de d'une végétation haute (par exemple, en cas de poursuite du développement de saules) est susceptible de dégrader les couches de protections actives et passives ;
- la formation d'un milieu propice à l'accueil d'espèces protégées, voire d'une zone humide. Des opérations impactant cette zones pourraient alors nécessiter des démarches au titres de la réglementation sur les espèces protégées, et de la réglementation IOTA (notamment au titre de la rubrique : 3.3.1.0. *Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant supérieure ou égale à 1 ha ; régime de l'autorisation ;*)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu de ces éléments, il apparaît opportun que l'exploitant se positionne sur la marche à suivre qu'il envisage pour remettre en état ce site, en conformité avec la réglementation applicable sur les aspects installations classées et environnement. Le cas échéant, ces éléments seront accompagnés des mesures que l'exploitant va mettre en œuvre pour déterminer la nécessité des autorisations administratives nécessaires à la mise en œuvre de la disposition du présent point de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

[...]

Constats :

Le bassin de décantation destiné à recevoir les eaux de ressuyage et pluviales du casier est actuellement largement occupé par de la végétation (de type roseaux).

Le bassin n'a donc pas été entretenu récemment, et il n'est pas possible de le curer ni de vérifier l'intégrité de son revêtement étanche.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procédera au nettoyage du bassin de décantation, à son curage, et à la vérification de l'absence de dommages sur les couches garantissant l'étanchéité de ce bassin. Il transmettra les justificatifs afférents à l'inspection des installations classées sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>